

Étudier les COmportements VACcinaux au SÉNégal : le cas du vaccin contre le HPV (ECOVACSEN-HPV)

Ce document présente le projet ECOVACSEN-HPV. Ce projet de recherche en sciences humaines et sociales étudie les campagnes de vaccination anti-HPV dans la zone de Niakhar, au Sénégal. Il s'intéresse à la fois aux acteurs impliqués dans ces campagnes du côté de « l'offre vaccinale » (les personnels de santé et les Badjenou Gox), et aux populations visées par ces campagnes (les mères de jeunes filles âgées de 9 à 14 ans). Il combine des techniques d'enquête qualitatives et quantitatives. Ce document rappelle le contexte dans lequel ce projet s'inscrit, il revient en détail sur son déroulement, avec les phases de recueil de données sur le terrain, et il présente également quelques résultats saillants. Il souligne en particulier le fort attachement des populations et des personnels de santé à la vaccination en général, mais aussi les conditions difficiles dans lesquelles se déroulent les campagnes de vaccination anti-HPV, le rôle essentiel des Badjenou Gox (médiatrices de santé spécifiques au Sénégal) pour la promotion de cette vaccination, ou encore l'impact délétère de la campagne de vaccination contre la Covid-19 sur les autres campagnes vaccinales menées depuis.

I. Le contexte : cancer du col de l'utérus et vaccination anti-HPV au Sénégal

Une priorité de santé publique

Le cancer du col de l'utérus est une maladie responsable chaque année du décès de plusieurs centaines de milliers de femmes dans le monde. Cette mortalité varie beaucoup d'un pays à l'autre, et elle est particulièrement forte sur le continent africain. Au Sénégal, où le taux de cancer du col de l'utérus est parmi les 20 plus élevés au monde, cette maladie est la première cause de mortalité chez les femmes, avec plus de 1200 décès chaque année.

Pourtant, ce cancer peut être efficacement prévenu par la vaccination et le dépistage, comme le recommande l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Actuellement, plus de 140 pays ont introduit la vaccination contre le papillomavirus humain (vaccination HPV) dans leur calendrier vaccinal national. L'une des priorités du Plan Cancer 2016-2020 du Sénégal était justement de déployer une campagne nationale de vaccination ciblant les petites filles dès l'âge de 9 ans. Le Sénégal a ainsi été le premier pays d'Afrique de l'Ouest à introduire la vaccination HPV (en octobre 2018) dans son Programme Élargi de Vaccination, avec une vaccination gratuite administrée principalement à l'école, ciblant les jeunes filles de 9 à 14 ans, avec un schéma à deux doses et un intervalle de six mois entre les deux doses.

Une nouvelle vaccination dans un contexte global « d'hésitation vaccinale »

Néanmoins, les résultats obtenus au cours des premières années

sont en-deçà des objectifs initiaux. En effet, en 2020, seulement 45% des petites filles de la population cible avaient reçu la première dose du vaccin, et seulement 31% la deuxième dose, alors que l'objectif est que 90 % des filles de 15 ans soient entièrement vaccinées d'ici à 2030. Des recherches antérieures menées au Sénégal et dans des pays voisins ont identifié plusieurs facteurs associés à cette vaccination insuffisante, dans un contexte marqué par des réticences à l'égard de la vaccination observées dans de très nombreux pays et sur tous les continents, et qui se manifesteraient notamment par une « hésitation vaccinale » à l'égard de vaccins spécifiques.

Ces facteurs peuvent aussi bien relever de « l'accès » à la vaccination (par exemple si les lieux de vaccination sont difficilement accessibles, en particulier en milieu rural, ou s'il y a une pénurie de vaccins, ou de personnels soignants pour les administrer) que de la « demande » vaccinale (par exemple si les parents ont des doutes sur la sûreté ou sur l'efficacité du vaccin, ou s'ils manquent d'informations sur la maladie contre laquelle il protège). Pour mieux comprendre les difficultés que peuvent rencontrer les campagnes de vaccination contre le HPV, il importe donc d'interroger à la fois les parents des petites filles concernées, et les personnels de santé qui sont impliqués dans ces campagnes, y compris les Badjenou Gox qui participent activement à l'information et à la sensibilisation des parents.

II. Quels sont les objectifs du projet ?

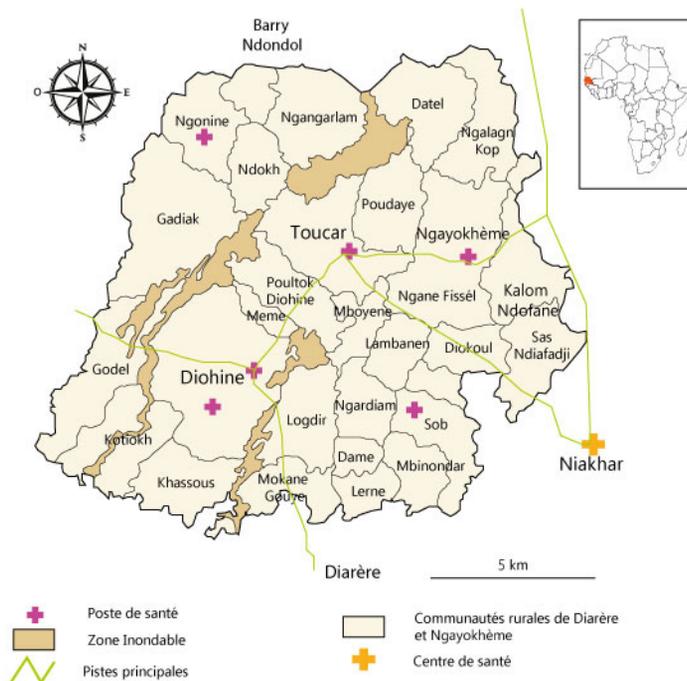
L'objectif principal de ce projet est de mieux comprendre les conditions de la vaccination anti-HPV au Sénégal, dans une zone rurale telle que celle de Niakhar. Pour cela, nous nous sommes

intéressés à la fois aux acteurs qui participent à la campagne de vaccination, personnels de santé et Badjenou Gox, et aux populations auxquelles ils s'adressent, en resituant cette vaccination dans les rapports qu'entretiennent les uns et les autres avec la vaccination en général. Cet objectif peut ensuite se décliner en questions de recherche, parmi lesquelles les principales sont :

- Quels obstacles rencontre la vaccination anti-HPV dans la zone de Niakhar, du côté de « l'offre vaccinale » comme du côté de la « demande vaccinale » ?
- Comment se construit la confiance des populations à l'égard de la vaccination anti-HPV ?
- Comment les personnels de santé perçoivent-ils la vaccination en général, la vaccination anti-HPV en particulier, ainsi que leur propre implication dans les campagnes de vaccination ?
- S'agissant des mères de jeunes filles concernées par la vaccination anti-HPV, quels rapports entretiennent-elles avec la vaccination en général ? Quelles sont leurs connaissances et leurs attitudes à l'égard du cancer du col de l'utérus et du vaccin anti-HPV ?

III. Comment s'est déroulé le projet ?

La recherche s'est déroulée dans la zone de Niakhar, qui se trouve dans la région de Fatick, à 135 km à l'est de Dakar. Cette zone couvre 230 km², et comprend 30 villages pour une population totale de 47 000 habitants. On y trouve un centre de santé et six postes de santé.



III.1. Déroulement du volet qualitatif

Dans un premier temps, trois enquêtes qualitatives ont été réalisées entre décembre 2022 et février 2023. Nous avons eu recours à des entretiens approfondis et à des groupes de discussion pour explorer l'expérience de trois populations clés qui interagissent lors des campagnes de vaccination contre le HPV : des entretiens approfondis avec des mères de jeunes filles âgées de 9 à 14 ans (donc en âge d'être vaccinées contre le HPV), ainsi qu'avec des personnels de santé impliqués dans ces campagnes de vaccination. Ces entretiens ont été complétés par des discussions de groupe avec des Badjenou Gox vivant et travaillant dans la zone.

Les entretiens avec les mères. Pour ces entretiens, grâce aux registres de vaccination disponibles dans les dispensaires, nous avons sélectionné à la fois des mères dont les filles avaient été vaccinées et d'autres dont les filles ne l'avaient pas été, afin de pouvoir observer une diversité de comportements et d'attitudes parmi les participantes. Les entretiens, d'une durée de 30 à 60 minutes, réalisés au domicile des mères, ont été menés par une enquêtrice de la zone d'enquête, accompagnée d'une Badjenou Gox du village. Au final, des entretiens ont été conduits avec 18 mères. Pour la plupart originaire de Niakhar ou des districts voisins, elles étaient âgées de 32 à 52 ans, avaient une à trois filles éligibles à la vaccination contre le papillomavirus, et la moitié des mères avaient fait vacciner leurs filles, l'autre non.

Les discussions de groupe avec les Badjenou Gox. Ces discussions ont été organisées en trois sessions qui ont réuni au total 16 Badjenou Gox qui résidaient et travaillaient dans le district de Fatick. Elles ont été menées en présence d'une enquêtrice expérimentée, elle aussi originaire de la zone d'enquête, en binôme avec l'un des investigateurs du projet. Les Badjenou Gox participantes avaient entre 30 et 55 ans, elles exerçaient leur activité depuis 2006 pour la plus ancienne et depuis 2019 pour les plus jeunes.

Les entretiens avec les personnels de santé. Il s'agissait de représenter au mieux la diversité des professions impliquées dans les activités liées à la vaccination (médecins, infirmiers, agents de santé communautaire, sages femmes), y compris les superviseurs des campagnes de vaccination (médecins et coordinateurs). Au total, 20 entretiens ont été réalisés, avec 5 agents de santé communautaire, 4 sages femmes, 5 infirmiers-ères, 1 Infirmier Major, 3 médecins et 2 planificateurs. Ces entretiens ont été menés par une enquêtrice et un investigateur, pour une durée de 30 à 45 minutes, sur le lieu de travail des participants. Ceux-ci étaient âgés de 30 à 49 ans, et plus de la moitié étaient des femmes. Près de la moitié étaient originaires de Fatick.

Recueil et analyse. Les entretiens et les discussions ont été menés soit en français (pour la plupart des soignants), soit directement en sérère par le biais d'une enquêtrice locale parlant la langue et ayant ensuite traduit les entretiens en français (notamment pour les mères interrogées), soit dans une alternance français-sérère en présence d'une autre interprète locale qui traduisait directement lors de l'entretien lorsque cela était nécessaire (en particulier pour les Badjenou Gox, mais aussi pour quelques soignants). Tous les entretiens et les trois discussions ont été enregistrés avec l'accord des participants, puis retranscrits et traduits en français le cas échéant, pour ensuite faire l'objet d'une analyse de contenu thématique à l'aide du logiciel NVivo. Les trois ensembles de données ont été analysés séparément, mais simultanément, afin d'identifier les thèmes communs. L'analyse a parfois nécessité des éclaircissements auprès des interprètes ayant contribué à la conduite des entretiens. Pour illustrer les thématiques retenues, certains extraits d'entretiens anonymisés sont cités.

Information, consentement, anonymat. Chaque participant a reçu une lettre d'information et a signé un formulaire de consentement. La lettre précisait que les participants pouvaient se retirer de l'étude à tout moment. Les mères interrogées ont été indemnisées pour le temps consacré à l'enquête par un forfait téléphonique (d'un montant de 2 000 francs CFA). Toutes les données recueillies ont été rendues anonymes. Les enregistrements audios et les retranscriptions ont été stockés en toute sécurité dans des appareils et des fichiers protégés par un mot de passe, accessibles uniquement à l'équipe de recherche, et ont été supprimés une fois la transcription finalisée et son exactitude vérifiée.

III.2. Déroulement du volet quantitatif

Dans un second temps, les entretiens et les discussions ont permis de construire des questionnaires adaptés aux populations étudiées, avec une première enquête par questionnaire auprès des mères, et une seconde auprès des personnels de santé, y compris les Badjenou Gox.

L'enquête quantitative parmi les mères. Cette enquête a été menée parmi des mères de petites filles en âge d'être vaccinées contre le HPV (9 à 14 ans) dans dix villages de la zone, qui en comprend trente : les trois plus gros (Ngayokheme, Toucar et Dihine), et sept plus petits choisis par tirage au sort parmi les vingt-sept restants. Dans ces dix villages sélectionnés, une liste de toutes les mères éligibles pour l'enquête a été créée à l'aide des données démographiques de l'observatoire en santé mis en place par l'IRD (le HDSS, Health and Demographic Surveillance System) et des registres fournis par les infirmières en chef. En amont du recueil, les Badjenou Gox ont informé les mères éligibles et annoncé la visite des enquêteurs dans les foyers. Quelques jours plus tard, 8 enquêteurs du HDSS se sont rendus dans le foyer pour faire remplir un questionnaire en face à face à l'aide de tablettes PC. La collecte des données a débuté en décembre 2023 et s'est achevée en février 2024. Parmi les 1406 mères de la population cible, 40 étaient injoignables, 72 se sont révélées inéligibles, 5 ont refusé l'enquête et 1 289 ont accepté de participer.

L'enquête quantitative parmi les personnels de santé. Une enquête par questionnaire a également été réalisée auprès des personnels de santé impliqués dans les campagnes de vaccination dans la zone de Niakhar. Afin d'inclure un nombre suffisant de participants, la zone d'enquête a été élargie, tout en restant à l'intérieur de la région de Fatick. En outre, pour établir des comparaisons avec des personnels de santé de milieu urbain, un échantillon supplémentaire de personnels de santé exerçant à Dakar ou dans sa banlieue a également été interrogé. Avant l'enquête sur le terrain, les responsables des postes de santé correspondants ont été contactés et informés des objectifs de l'étude, puis quelques jours plus tard des enquêteurs du HDSS se sont rendus sur place pour mener des entretiens en face à face avec les personnels impliqués dans les campagnes de vaccination : des infirmières, des sages femmes, des agents de santé communautaires, des Bajenou Gox, etc. Si les personnels éligibles étaient absents lors de la visite initiale, une visite de suivi était prévue pour s'assurer de leur participation. La collecte des données a débuté en décembre 2023 et s'est achevée en mai 2024.

Information, consentement, anonymat. Pour les deux enquêtes, les questionnaires complétés et anonymisés ont été transmis par voie sécurisée aux statisticiens de l'équipe de recherche au fur et à mesure du recueil. Chaque participant a reçu une notice d'information l'informant que l'enquête était strictement anonyme et les données collectées confidentielles, et qu'il pouvait se retirer de l'étude à tout moment, aussi bien pendant qu'après avoir rempli le questionnaire. Chaque participant a signé un formulaire de consentement écrit. Pour les remercier du temps consacré à l'enquête, chacune des mères participantes a reçu un kit d'hygiène.

Description de l'échantillon des personnels de santé. Au final 302 personnels impliqués dans les campagnes de vaccination ont participé, 173 dans la zone de Niakhar et aux alentours, 129 à Dakar et dans sa banlieue. Leur profil est détaillé dans le Tableau 1.

Tableau 1. Profil sociodémographique et professionnel des personnels de santé interrogés (ECOVACSEN)

	effectif	% en colonne
Sexe		
femme	251	83%
homme	51	17%
Age		
≤30 ans	70	23%
31-44 ans	165	55%
≥45 ans	67	22%
Profession		
Agent de santé Communautaire (y compris Badjenou Gox)	72	24%
Infirmier/ière, infirmier/ière auxiliaire	115	38%
Infirmier/ière chef de poste, Major infirmier	60	20%
Sage femme, assistante sage femme	51	17%
Médecin	4	1%
Expérience professionnelle		
<3 ans	83	27%
3 à 9 ans	138	46%
10 ans ou plus	81	27%
Situation d'emploi		
Fonctionnaire	69	23%
Contractuel (CDI)	45	15%
Contractuel (CDD)	110	36%
Bénévole	78	26%

IV. Principaux résultats du projet

IV.1. Le volet qualitatif : entretiens et groupes de discussion

Les entretiens approfondis avec les mères et les personnels de santé, ainsi que les discussions en groupe avec les Badjenou Gox, ont permis de mettre en évidence plusieurs thèmes, parmi lesquels quatre ont été sélectionnés, et sont brièvement présentés ici : les difficultés matérielles rencontrées lors des campagnes de vaccination, la défiance de la population parfois nourrie par l'insistance des campagnes, l'accroissement de cette défiance depuis la pandémie de Covid-19, et enfin l'importance des liens personnels dans la construction d'une relation de confiance à la vaccination.

Des campagnes de vaccination soumises à de fortes contraintes matérielles. Lors des campagnes de vaccination anti-HPV menées dans la zone de Niakhar, ce sont les personnels de santé qui se déplacent dans les villages et les hameaux pour venir vacciner les jeunes filles concernées. Mais ces personnels soulignent de façon récurrente les fortes difficultés liées aux déplacements dans cette zone : les routes non bitumées et la rareté des moyens de transport motorisés ont un impact d'une part sur le déplacement des soignants vers les patients, et d'autre part en amont sur l'acheminement du matériel de vaccination vers les postes de santé, ce qui provoque fréquemment des ruptures de stocks. En outre, les conditions climatiques hivernales coupent certaines pistes à cause des inondations. Enfin, infirmiers, planificateurs ou médecins signalent une charge de travail élevée pour un nombre de personnel trop réduit, obligeant à recourir fréquemment au travail quasi-bénévole des relais de santé ou des Badjenou Gox.

« Le jour de la vaccination nous louons des charrettes pour nous déplacer et là c'est très difficile, surtout en période hivernale où les routes sont impraticables. »

« Les campagnes de vaccination se déroulent dans des conditions très difficiles parce qu'on n'a pas de moyens de déplacements. Donc on marche de hameau en hameau sans manger ni boire sous le soleil, avec les glacières en main, ou on loue des charrettes alors qu'on n'a pas les moyens nécessaires. »

Des campagnes de vaccination parfois jugées trop insistantes. Si les vaccinations de la petite enfance sont globalement très bien acceptées, et sont rentrées dans les mœurs, en revanche les vaccins introduits plus récemment suscitent davantage de doutes au sein de la population. C'est le cas du vaccin anti-HPV, mais plus encore du vaccin anti-Covid-19. Les entretiens auprès des mères confirment que certaines éprouvent une certaine défiance à l'égard de ces deux vaccins, et ils suggèrent que cette défiance est parfois renforcée par le sentiment que les personnels de santé insistent trop pour vacciner la population. Les entretiens avec les soignants montrent qu'ils sont eux-mêmes conscients de ce problème : « Les gens n'ont jamais entendu parler du cancer du col de l'utérus et un beau jour on parle de vacciner les filles de 9 à 13 ans. Donc c'est très normal que les gens se posent des questions. (...) Le système de santé est un peu agressif avec les objectifs à atteindre, c'est comme si c'était le personnel médical qui avait besoin de la population, (...) on nous considère comme des commerciaux qui sont venus présenter leurs produits. »

Des campagnes de vaccination qui suscitent plus de défiance depuis la Covid-19. Les soignants interrogés rapportent de plus vives contestations contre les vaccins, y compris anti-HPV, depuis les campagnes de vaccination contre la Covid-19. Ils pointent en particulier le rôle des jeunes originaires de la zone mais partis faire des études en ville, qui véhiculent auprès de leurs parents via les réseaux sociaux des discours critiques à l'encontre de la vaccination

en général, ou plus spécifiquement à l'égard des vaccins anti-Covid-19 et anti-HPV, qui se retrouvent associés aux mêmes rumeurs sur les « intentions cachées de la vaccination » : « J'ai entendu deux rumeurs qui concernent le COVID et le HPV parce que (la vaccination de) la petite enfance est déjà adoptée par la population. Pour le vaccin du COVID on parlait de la diminution de la population africaine et pour le HPV de la limitation de la fertilité des filles. » Enfin, les soignants se sentent parfois un peu délaissés par l'État, ils souhaiteraient que les autorités soient davantage présentes sur les réseaux sociaux pour lutter contre la propagation des rumeurs.

L'importance des liens personnels dans la construction de la confiance : le rôle des Badjenou Gox. Les entretiens auprès des mères montrent que celles-ci n'accordent leur confiance que lorsque la promotion de la vaccination se fait par l'intermédiaire de personnes familières, côtoyées régulièrement au sein de la même communauté. Les connaissances sur le contenu ou l'origine des vaccins ne jouent alors qu'un rôle très secondaire. Les Badjenou Gox sont en position idéale pour jouer ce rôle d'intermédiaire et contribuer à nourrir l'adhésion aux campagnes de vaccination, même si elles n'agissent pas seules, mais souvent de concert avec d'autres membres et figures d'autorité de la communauté : des parents, certains soignants, des imams, des prêtres et des chefs de village. À la fois ancrées et respectées au sein de leur communauté, où elles doivent savoir faire preuve de tact et de diplomatie, les Badjenou Gox font aussi le lien entre les membres de celle-ci et le système de soins à ses divers points d'accès (dispensaires, cases, postes et centres de santé), et cela tout particulièrement lors des campagnes de vaccination. Leur tâche est toutefois rendue délicate par des conditions de travail difficiles, et la faiblesse des compensations qu'elles reçoivent, ce que reconnaissent volontiers les personnels de santé : « Je plaide pour qu'on puisse essayer de rémunérer les badjenou gox. Ce sont des mères de famille qui abattent un travail extraordinaire et c'est grâce à elles si la vaccination a atteint ce niveau. »

IV.2. Le volet quantitatif : les enquêtes par questionnaire

L'enquête auprès des mères a notamment permis d'étudier leurs opinions à l'égard de la vaccination en général, ainsi que leurs connaissances et leurs attitudes à l'égard du cancer du col de l'utérus et du vaccin anti-HPV. Quant à l'enquête réalisée auprès des personnels de santé, elle a également sondé leurs opinions à l'égard des politiques vaccinales, mais aussi leurs comportements de recommandations vaccinales.

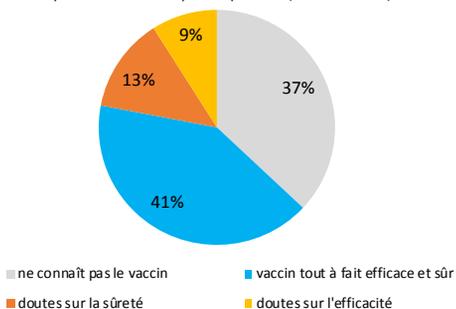
Les mères ont des opinions très positives sur la vaccination en général. Concernant la vaccination en général, les opinions rapportées par les participantes étaient très positives. Par exemple, 81% n'étaient pas du tout d'accord avec l'affirmation selon laquelle « il faut se méfier de l'industrie pharmaceutique qui produit les vaccins », 83% n'étaient pas du tout d'accord avec l'affirmation selon laquelle certains vaccins recommandés par les autorités ne sont pas nécessaires, et 82% n'étaient pas du tout d'accord avec l'affirmation selon laquelle certains vaccins peuvent nuire à la fertilité. Une analyse statistique plus poussée permet de distinguer trois profils parmi les participantes : 56% affirmaient un fort soutien à la vaccination en général, 29% affirmaient un fort soutien mais trouvaient que les campagnes de vaccination insistent trop pour que les gens se vaccinent, enfin 15% exprimaient un soutien plus modéré, avec parfois des doutes relatifs à l'origine des vaccins (méfiance à l'égard de l'industrie pharmaceutique qui produit les vaccins, doutes sur la qualité des vaccins envoyés en Afrique par les pays occidentaux).

Huit mères sur dix avaient entendu parler du cancer du col de l'utérus. Concernant le cancer du col de l'utérus, 79% des participantes à l'enquête en avaient déjà entendu parler. Parmi les mères qui avaient déjà entendu parler de ce cancer, plus de la moitié pensaient que c'est une maladie rare, et la plupart jugeaient cette maladie grave ou très grave. Les principales sources d'information des mères sur le cancer du col de l'utérus étaient les Badjenou Gox, la radio et la télévision, et les personnels soignants (agents de santé, infirmières, médecins...). En revanche il était très rare que les mères en aient entendu parler par le chef du village, un représentant religieux, un enseignant, un voisin, un membre de sa cuisine ou de sa famille.

Six mères sur dix avaient entendu parler du vaccin anti-HPV. Parmi les participantes, 63% avaient déjà entendu parler de la vaccination anti-HPV. Les principales sources d'information des mères sur ce vaccin étaient ici aussi les Badjenou Gox, la radio et la télévision, et les personnels soignants (agents de santé, infirmières, médecins...), mais un tiers de celles qui en avaient déjà entendu parler citaient des discussions avec un voisin, un membre de sa cuisine ou de sa famille.

Concernant l'efficacité et la sûreté du vaccin anti-HPV, parmi les mères qui en avaient déjà entendu parler, la majorité pensait à la fois que ce vaccin est tout à fait efficace pour prévenir le cancer du col de l'utérus et qu'il ne peut pas du tout provoquer d'effets secondaires graves. La Figure 1 résume les connaissances et les perceptions sur ce vaccin : 37% des mères participantes n'en n'avaient jamais entendu parler, 41% en avaient entendu parler et pensaient que ce vaccin est tout à fait efficace, et qu'il ne peut pas du tout provoquer d'effets secondaires graves, 13% avaient des doutes plus ou moins forts sur la sûreté de ce vaccin, et 9% avaient de même des doutes sur son efficacité.

Figure 1. Connaissance et perception du vaccin anti-HPV parmi les mères participantes (ECOVCASEN).



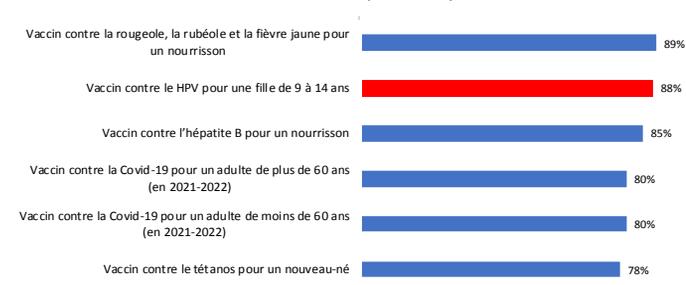
Les facteurs associés à la connaissance et à la perception du vaccin. Les mères les plus jeunes avaient le plus souvent entendu parler du vaccin anti-HPV. Les mères qui étaient allées plus longtemps à l'école publique (jusqu'au collège ou au lycée) et celles qui soutenaient fortement la vaccination en général avaient aussi plus souvent entendu parler de ce vaccin, et de plus elles étaient les plus nombreuses à penser que celui-ci était tout à fait sûr et efficace.

Les personnels de santé se fient à la vaccination et à leur capacité à la promouvoir. Globalement, les personnels de santé interrogés exprimaient une forte confiance dans les politiques vaccinales menées au Sénégal, comme dans leur capacité à promouvoir la vaccination auprès de leurs patients. Par exemple, 95% avaient tout à fait confiance dans le Ministère de la santé pour s'assurer de la sécurité des vaccins, 84% déclaraient toujours s'investir pour que leurs patients soient vaccinés, et 81% se sentaient toujours à l'aise pour discuter des vaccins avec les patients qui hésitaient beaucoup à se faire vacciner. En revanche, 30% des participants rapportaient qu'il leur était déjà arrivé de renoncer à vacciner des patients à cause de problèmes matériels (vaccins non livrés, rupture de la chaîne du froid, manque de matériel d'injection/de désinfection, problème de transport...).

Les comportements de recommandation des personnels de santé.

Les participants étaient également interrogés sur leur propension à recommander certains vaccins à tel ou tel type de patient. Ainsi, 88% d'entre eux répondaient que, lorsqu'ils reçoivent ou rendent visite à des mères de jeunes filles âgées de 9 à 14 ans qui n'ont pas reçu le vaccin anti-HPV, ils leur recommandent toujours ce vaccin. Cette propension est élevée, et proche de celles observées dans d'autres situations : par exemple, 89% des participants déclaraient que, lorsqu'ils reçoivent ou rendent visite à une mère dont le nourrisson n'a pas reçu le vaccin contre la rougeole, la rubéole et la fièvre jaune, ils leur recommandent toujours ce vaccin (cf. Figure 2). Ces comportements de recommandation déclarés sont très corrélés entre eux, et avaient donc tendance à se cumuler.

Figure 2. Pourcentages de participants qui recommandent toujours activement certains vaccins (ECOVCASEN).



Les principaux facteurs associés à ces recommandations. Les personnels qui avaient le plus confiance dans la vaccination et dans leur capacité à la promouvoir recommandaient plus souvent les vaccins, y compris celui contre le HPV, de même que ceux qui exerçaient à Dakar et dans sa banlieue, ainsi que ceux qui avaient davantage d'ancienneté professionnelle.

V. Synthèse

Parmi les personnels de santé comme parmi les mères des jeunes filles concernées par la vaccination anti-HPV, nos résultats montrent que l'attachement à la vaccination en général est fort, et qu'il détermine à la fois les connaissances, les attitudes et les comportements à l'égard de la vaccination anti-HPV. Si une majorité des mères concernées a déjà entendu parler du cancer du col de l'utérus comme du vaccin anti-HPV, des progrès en la matière sont toujours souhaitables. En outre, le fait que ces connaissances et ces attitudes soient positivement corrélées au niveau scolaire acquis par les mères nous rappelle que l'augmentation du niveau scolaire de la population, et des femmes en particulier, est un enjeu majeur transversal à toutes les politiques publiques. Plus particulièrement, la vaccination anti-HPV est encore perçue comme relativement « nouvelle » par la population, et elle n'est pas encore aussi bien acceptée que les vaccinations infantiles. Du côté de « l'offre vaccinale », cette vaccination se heurte aussi à de fortes contraintes matérielles. Du côté de la « demande vaccinale », les campagnes de vaccination sont parfois jugées trop insistantes, ce que d'ailleurs les personnels de santé reconnaissent souvent, et quelques rumeurs circulent. Surtout, la campagne de vaccination contre la Covid-19, à l'instar de ce qui a déjà été observé dans d'autres pays, semble avoir dégradé la confiance à l'égard des autres vaccinations. Enfin, à l'intersection de cette « offre » et de cette « demande » vaccinales, les Badjenou Gox jouent un rôle essentiel dans la construction d'une relation de « confiance vaccinale », malgré des conditions de travail très difficiles et un faible bénéfice financier. Sur ce point, il faut d'ailleurs rappeler que quelques mois après le recueil de ces données, durant l'été 2023, des mesures ont été prises par le gouvernement sénégalais pour assurer aux Badjenou Gox une rémunération pérenne.

Le projet ECOVACSEN-HPV

ECOVACSEN-HPV (Etudier les Comportements VACCinaux au SENÉgal : le cas du vaccin contre le HPV) est un projet de recherche financé par l'Agence Nationale de la Recherche française (ANR-20-CE36-0005-01).

La coordination scientifique a été assurée par Patrick Peretti-Watel (directeur de recherche à l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) chercheur à l'Unité des Virus Emergents à Marseille, UMR UVE) et Cheikh Sokhna (directeur de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), directeur de l'équipe de recherche Maladies Infectieuses, Négligées et Émergentes au Sud, EMR MINES).

L'IHU-Méditerranée est gestionnaire du projet, et l'Observatoire Régional de la Santé PACA est partenaire scientifique.

Ce projet a reçu l'avis éthique et scientifique favorable du Comité National d'Éthique pour la Recherche en Santé du Sénégal le 5 août 2022 N° 00000216/MSAS/CNERS/SP, renouvelé le 18 septembre 2023, N°000289/MSAS/CNERS/SP.

Outre les deux coordinateurs scientifiques, l'équipe de recherche ECOVACSEN comprend également Sébastien Cortaredona et El Hadji KC Ba (IRD, EMR MINES, Dakar, Sénégal), Pierre Verger, Jean Constance, Gwenaelle Maradan et Cyril Berenger (ORS PACA, Marseille, France), Adrien Delespierre (UMR CITERES, Université de Tours, France), Dr Aldiouma Diallo (chercheur, Dakar, Sénégal), Assane Ndiaye (coordinateur de terrain).

Nous remercions...

MCD (Médecins Chefs-fes de District) : Fatick : Dr Aliou Ndour; Keur Massar: Dr Amady Ba ; Mbao : Dr Alseyne Diallo; Niakhar : Dr Félix Diouf; Pikine : Dr Fatou Ndour; Yeumbeul : Dr Gabriel Senghor.

ICP (Infirmiers-ères Chefs-fes de Poste) District de Niakhar : Bernadette Sarr, Mor Mbaye, Mama Coly Sarr, Dié Diouf (Marie-Louise Diouf), Clémence D. Sène, Makani Kamara, Marie Téning Faye, Ndèye Coumba Dione, Ramatoulaye Guèye, Seynabou Kébé, Aicha Diakhaté, Mame Bousso Sène.

ICP District de Fatick : Babacar Ndiaye, Sr Clotilde Bop, Olimata Ndiaye, Abdou Ndour, Aida Diack, Aissatou Sarr, Al Assane Ly, Fatou Kiné Ndour, Khadidiatou Fall, Mamadou L. Thiam, Mamadou S. Dione, Mbaye Ndiaye, Ndew Sène, Ndèye Ndiaye, Omar Fall, Rokhy Sarr, Saliou Sarr, Samba Touré, Sr Marie Yvonne Mbengue, Téning Diome, Ousseynou Bop, Ibrahima Diabong, Saliou Faye, Madane Sène, Papa Madické Ndiaye.

ICP District de Yeumbeul : Cheikh Faye, Marième Seck Diouf, Fama Wane, Adama Mbaye, Awa Ndoye, Nathalie, Oumou Touré, Aissatou Ndiaye, Fatoumata Djité, Awa Samb, Aida Faye, Aida Coly, Adja Virginie Ndiaye, Sophie Barro, Fatou Diop, Aicha Fall, Aida Dramé.

ICP District de Mbao : Marie Madeleine Ndiaye, Ousseynou Dramé, Mme Diop Fatou Loum, Mme Diémé Marie Celyne Djiba, Mme Mame Léna Diattara, Mme Gaye Rokhaya Ngom, Mme Mbengue Faty Thioub, Sr Amulé Nelly, Khadim Mbaye, Michel Famara Ndione, Mme Diallo Fatou Thiam, Mme Ndiaye Sokhatil Samba, Mme Sankaré Oumou Kalsoum Thiam, Mme Niang Bineta Mbodj, Mme Diaw Nafissatou Kébé, Mme Paye Fatou Fall, Mme Sidibé Ama Thiam.

ICP District de Pikine : Mme Ngom, Mme Yama Yade, Mme Sow Fatou Ba, Mme Alimatou Cissé.

Points Focaux PEV : District de Keur Massar : Mme Tall ; District de Mbao : Mme Sidibé Désirée ; District de Pikine : Mme Ndiaye ; District de Yeumbeul : M. Madiara.

Enquêteurs et enquêtrices : Modou Diome, Cheikh Diouf, Ndèye Selbé Diouf, Moussa Gueye, Fadiène Ndiaye, Mayé Ndour, Marie Siga Tine, Seynabou Diouf.

Et nous remercions aussi bien sûr tous les participants et toutes les participantes qui ont accepté de donner de leur temps à ces différentes enquêtes.

Sur la route des Badjenou Gox, des mairaines de santé au Sénégal est un livre émanant du projet ECOVACSEN-HPV. Il propose une visite photographique de la zone d'étude de Niakhar au travers des activités de médiation sociale de femmes bénévoles, les « Bajenou Gox », qui établissent et entretiennent le lien entre la population et le système sanitaire du pays. Sur une centaine de pages, ces photos nous aident à comprendre le travail fondamental qu'elles effectuent chaque jour pour favoriser des actions de prévention auprès des habitants de leur quartier, comme la vaccination. Les photos ont été prises entre 2023 et 2024 dans le cadre du projet de recherche sur les attitudes et comportements de vaccination contre le Papillomavirus au Sénégal (ECOVACSEN).

